Strates

Matériaux pour la recherche en sciences sociales

Hors-série | 2002

**Parcours dans la recherche urbaine, Michel Rochefort,
un géographe engagé**

Michel Rochefort et l'aménagement

Dominique Rivière

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/strates/554>

DOI : 10.4000/strates.554

ISSN : 1777-5442

Éditeur

Laboratoire Ladyss

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2002

ISSN : 0768-8067

Référence électronique

Dominique Rivière, « Michel Rochefort et l'aménagement », *Strates* [En ligne], Hors-série | 2002, mis en ligne le 17 mai 2005, consulté le 08 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/strates/554> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/strates.554>

Ce document a été généré automatiquement le 8 septembre 2020.

Tous droits réservés

Michel Rochefort et l'aménagement

Dominique Rivière

- 1 *Dans la fameuse étude sur l'armature urbaine française que tu as faite avec Hautreux dans les années 1960, la base de la hiérarchie urbaine reposait sur la notion de « services rares », et ceux-ci étaient envisagés surtout par rapport à la population, secondairement seulement par rapport aux entreprises. Dans plusieurs travaux récents issus du laboratoire Strates, repris par l'Insee ou par la Datar (travaux de Pierre Beckouche, Félix Damette, Jeanine Cohen...), on note une inflexion : par exemple dans les travaux de Félix Damette sur « La France en villes », le raisonnement repose sur la distinction « production/reproduction », « banal/rare », et l'entreprise est ici centrale. Comment a évolué cette réflexion sur l'armature urbaine dans ton itinéraire de recherche personnel et de directeur de recherche ?*
- 2 Il y a eu, dans ma démarche de l'époque (1962-64), un transfert à l'échelle nationale des idées et des méthodes appliquées à la région Alsace dans ma thèse, sans une véritable originalité nouvelle. Cette recherche a plutôt été un affinage de critères toujours fondés sur la rareté des services. Malgré tout, il y a eu une ouverture sur les services aux entreprises, qui étaient délaissés dans ma thèse et justement, d'après ce que m'en a dit Félix Damette, c'est cette ouverture qui a été féconde par la suite. Cette méthodologie visait beaucoup plus à une description de l' « actuel » (de l'époque), au service d'une démarche fonctionnaliste d'aménagement du territoire. Il s'agissait de déterminer une liste de huit métropoles par rapport à leurs fonctions d'alors, de mettre les fonctions qui manquent là où elles manquaient, en oubliant complètement – contrairement à ce qui est fait dans ma thèse – de replacer ces fonctions dans une dynamique socio-économique et historique des villes. Le handicap, le défaut majeur de cette politique des métropoles d'équilibre, vient de là, puisqu'on se privait de comprendre que les dynamiques de ces villes étaient différentes, qu'elles relevaient de stratégies d'acteurs différentes en terme de bourgeoisies urbaines aussi – dans ma thèse je m'étais intéressé à la notion de « génération de ville » qui recouvre cet aspect. J'étais conscient de ces insuffisances, et même si je n'ai pas retravaillé directement là-dessus, c'est dans ce sens que j'ai conseillé à d'autres chercheurs comme Félix Damette de travailler. Dans le chapitre sur « l'Armature urbaine entre la stabilité et le changement » de mon ouvrage sur la France, écrit initialement pour la Datar¹, et dans un autre article « Des

métropoles d'équilibre aux métropoles d'aujourd'hui »², j'utilise cette fois les travaux de Damette, Cohen, Beckouche.

- 3 Tu as eu plusieurs collaborations avec la Datar. À ton avis, quel est le rôle du géographe par rapport à cette institution, comment te situes-tu par rapport à l'idée d'une « géographie appliquée » telle qu'on la trouvait dans différents travaux des années 1960 ?
- 4 Mon itinéraire personnel débute avant la création de la Datar. Pour les métropoles d'équilibre, j'avais été engagé par le ministère de la Construction pour travailler à un programme d'aménagement du territoire pour le Groupe V de la Cnat (Commission nationale d'aménagement du territoire) au sein du Centre d'étude de l'aménagement du territoire, alors dirigé par Hautreux, qui était urbaniste polytechnicien. Tout cela se faisait alors en dépendance du Commissariat général au plan, d'où étaient parties les premières mesures (décentralisation industrielle de 1956...). Depuis 1956 le Commissariat au plan était chargé d'apporter le côté « territoire », dans la lignée de Claudius-Petit. C'est dans ce cadre que j'ai travaillé pendant cinq ans. En 1964, la Datar entre en fonction et même si elle est encore marginale, c'est elle qui est chargée d'appliquer le programme des métropoles d'équilibre : c'est l'époque où se créent les « Oream »³ qui sont directement sous sa direction. Le centre auquel j'appartenais s'est trouvé un peu en porte-à-faux par rapport à la Datar. Nous étions chargés d'étudier les « centres régionaux », c'est-à-dire le deuxième niveau (ou le troisième si Paris est le premier) dans notre vision hiérarchique d'alors... travail qui a été interrompu par la brusque suppression du Centre en février 1967. À peu près à cette époque, j'ai écrit en collaboration avec Michèle Petit et Catherine Bidault *Aménager le territoire*⁴, et surtout je me suis tourné vers le Brésil. Il faut sauter vingt ans pour que je retrouve la Datar : en 1990, lorsque Jean-Louis Guigou monte « Prospective et territoires » il prend contact avec moi. Il relance l'idée que l'aménagement du territoire ne peut se faire sans la géographie, et il met un géographe dans chacun de ses onze groupes de travail (divers livres ont été tirés de ces travaux), dont un sur l'aménagement des campagnes est dirigé par un géographe : Kayser. Il crée aussi un petit groupe dit de synthèse qui réunit les points de vue de l'économie, la sociologie, l'urbanisme et la géographie, que je suis chargé de représenter alors avec Aliette Delamarre.
- 5 Ce « retour » à la Datar et ces conditions répondent un peu à la question sur la « géographie appliquée » : à mon avis il y a eu beaucoup d'erreurs ou d'infantilisme dans les grands débats des années 1960-70 sur le clivage entre la « géographie appliquée », dont les tenants étaient Jacqueline Beaujeu-Garnier, ou encore à l'époque Phlipponneau... et qui était essentiellement la « géographie classique », dans le terme que lui appliquait alors Guglielmo, et la « géographie active » qui lui était opposée comme « géographie marxiste ». La racine principale de cette opposition était le rapport au pouvoir : les « marxistes » faisaient porter l'effort sur la notion de pouvoir, il s'agissait de donner des arguments contre le « diable capitaliste »... tandis que les non-marxistes avaient une vision de géographie « appliquée », « programmée », sans voir que l'aménagement du territoire est fondamentalement une politique, et non quelque chose qui peut être « scientifique », indépendant du politique. Pour eux il suffisait d'être dans un « programme ». À ce moment j'ai été nommé à la Sorbonne sur une chaire de Géographie appliquée... mais j'ai vite opté plutôt pour la notion de « géographie applicable » ! C'est-à-dire l'idée que la géographie peut apporter un éclairage sur les problèmes socio-économiques par rapport à l'espace, mais en sachant que ces éventuels arguments seront diversement appliqués selon l'idéologie du

pouvoir. En fait, la géographie appliquée a trouvé assez vite ses propres contradictions : il y a eu une utilisation ponctuelle et individuelle de géographes dans différents services, mais leur rôle est resté relativement secondaire, parce que le pouvoir était aux mains des polytechniciens et des énarques. C'est Jean-Louis Guigou qui a ramené le géographe à sa dimension d'intervenant, à égalité avec d'autres disciplines, dans la démarche d'aménagement du territoire.

NOTES

1. *Dynamique de l'espace français et aménagement du territoire*, Paris, L'Harmattan, 1991, pp 107-117.
 2. *Métropoles en déséquilibre*, Datar, 1993.
 3. Organisation d'étude et d'aménagement des aires métropolitaines.
 4. Paris, Le Seuil, 1970.
-

AUTEUR

DOMINIQUE RIVIÈRE

Maître de conférence à l'université de Paris-Val de Marne